



**Le service de recouvrement va-t-il disparaître ?**

**Mardi 7 juillet 2015**



*Tout le monde veut garder ce service à Castanet*

A partir du 1er janvier 2016, la trésorerie de Castanet ne remplira plus sa mission concernant le recouvrement des impôts sur le revenu et des impôts locaux (taxe d'habitation et taxe foncière). Telle est la nouvelle la volonté affichée de la Direction Régionales des Finances publiques de la région de Midi-Pyrénées de transférer ce service vers le centre de Toulouse Rangueil. **Les agents de la perception de Castanet épaulés par le syndicat CGT Finances Publiques ont alerté la population sur cette démarche stratégique de la direction que tout le monde réfute.** Cette première mobilisation devant le centre de Castanet suivie par une distribution de tracts au marché de plein-vent samedi, n'a pas laissé indifférent la population. A Castanet, c'est plus de 7 000 personnes qui sont concernées. Le recouvrement sur les impôts comprend le canton et Ramonville. Les élus locaux se sont mobilisés au travers d'un vœu voté à l'unanimité tant au niveau du dernier conseil municipal qu'au niveau départemental (présence de Bernard Bagnéris, conseiller général) «Quand on sait que 35 % de la population à plus de 65 ans, sans parler des contraintes de déplacement, nous avons du mal à comprendre cette décision qui ne s'impose pas. Et je ne parle pas du contact physique dont les usagers ont besoin.» **Boris Beaudoin, secrétaire général de la CGT, voit encore plus loin dans cette directive.** «On nous assure que les cinq emplois dédiés à ce service ne seront pas touchés par cette réforme. Alors pourquoi changer un service qui a fait ses preuves et qui donne que des signes de satisfaction ? Pour nous, c'est le début d'une longue histoire dont on ne connaît pas aujourd'hui la suite de cette démarche stratégique étalée sur 4 ans. Nous avons voulu informer la population de cette mesure prise sans concertation auprès des élus, de la population, du personnel de la trésorerie et des organisations syndicales.» **Pour le secrétaire, une mobilisation générale est la seule solution pour faire revenir la direction sur sa décision. A Castanet, ce premier message est bien passé, personne ne veut voir ce service disparaître et déplacé vers Toulouse.**